



**UGEUX Georges**

***Wall Street à l'assaut de la démocratie.  
Comment les marchés financiers  
accroissent les inégalités***

Paris : Odile Jacob, octobre 2021, 272 p.

Le premier mérite  
de ce livre est  
lié au parcours

professionnel de Georges Ugeux,  
son auteur, qui a au cours de sa  
carrière occupé des fonctions

diverses dans le domaine de la finance : banque, conseil financier notamment dans le domaine des privatisations, vice-président de la Bourse de New York. À ce titre, il a une connaissance très précise du système bancaire et financier international, et de ses modes de fonctionnement.

Le deuxième mérite tient au sens pédagogique de l'auteur qui décrit avec une grande clarté et très simplement les instruments mis au point au fil du temps pour la gestion des valeurs mobilières (actions, obligations) et des multiples produits financiers dont le développement vertigineux a été permis par les technologies de l'information et de la communication. Le lecteur profane ne deviendra pas spécialiste, mais les explications fournies lui permettront de suivre aisément les propos de l'auteur.

Le troisième tient à la l'honnêteté et à la franchise de Georges Ugeux, qui dénonce de façon très directe les maux du système financier international. Certes, il n'y a pas de nouveauté et tous ces dysfonctionnements ont déjà été exposés, mais leur description et leur juxtaposition dans les 150 pages qui leur sont consacrées donnent le vertige. On n'en dressera pas ici le catalogue, mais le rappel de quelques-uns d'entre eux n'est pas inutile :

— La Bourse initialement était destinée à apporter des financements aux entreprises. Cette fonction est toujours d'actualité, mais elle est complètement subvertie par tout un arsenal de pratiques

parallèles d'échanges de titres (en dehors des circuits officiels supposés assurer la transparence) qui ont pour effet une manipulation des cours : ce ne sont pas les résultats de l'entreprise qui dictent le cours de Bourse, mais la possibilité pour des acteurs ayant pignon sur rue de dégager des profits considérables à travers des opérations illégales pour lesquelles ils sont régulièrement condamnés quand ils sont démasqués. Ce qui ne les empêche pas de recommencer en utilisant d'autres techniques.

— Les ventes à découvert (pratique qui consiste à vendre des titres qu'on ne possède pas et que l'on doit donc emprunter avec l'espoir de les voir se déprécier pour en tirer un bénéfice au moment du rachat effectif au prêteur) interviennent souvent dans l'opacité la plus totale. Il est possible que le prêteur soit une société qui va vendre les titres que des investisseurs lui ont confiés et ainsi leur faire perdre de l'argent au profit de l'emprunteur (si la manœuvre de celui-ci a réussi). La société prêteuse touchera bien sûr une rémunération pour ce prêt... L'hypocrisie consiste à dire que ces pratiques sont utiles afin de favoriser la liquidité des marchés : plus un titre sera facilement échangeable, plus son placement initial (dont l'objectif est, rappelons-le, d'apporter des financements aux entreprises) sera aisé.

— La rémunération des dirigeants établie en fonction du cours de Bourse (à travers par exemple l'attribution de *stock-options*) est

une autre dérive fréquemment constatée. Dès lors, les dirigeants ne sont plus rémunérés en fonction des résultats économiques de l'entreprise mais selon leur capacité à générer des revenus pour les actionnaires, à travers les dividendes et le cours de l'action, auquel ils sont directement intéressés. Pour faire monter ce cours, tous les moyens sont bons : par exemple, la vente des secteurs les moins rentables de l'entreprise qui pèsent sur les comptes. Généralement, les salariés du secteur vendu ne sont pas les gagnants de cette affaire qui les voit faire les frais d'une restructuration engagée par l'acheteur. Autre technique : le retrait du marché d'une partie de ses propres actions par rachat par l'entreprise qui fait mécaniquement monter le cours, au risque de voir diminuer ses capacités d'investissement. Il s'agit là d'une gestion mise au service de profits à court terme.

— La porosité entre les lieux de pouvoir politique et les milieux d'affaires à travers le financement des campagnes électorales des candidats par les entreprises. Ce risque vaut surtout pour les États-Unis où, depuis 2010, plus aucune limite de montant ne s'applique.

Il n'est pas nécessaire de poursuivre cette énumération qui vient à l'appui du titre de l'ouvrage. Elle suffit à elle seule à justifier l'existence du livre tant les éléments apportés viennent corroborer la thèse de l'auteur selon laquelle la persistance de ces pratiques vient miner les fondements de la dé-

mocratie, tant elles entretiennent la méfiance à l'égard du pouvoir politique et du capitalisme. Georges Ugeux écrit d'ailleurs : « Aujourd'hui, la population est profondément convaincue que les marchés financiers sont une arme de guerre dirigée contre elle. Ce n'est pas faux, même s'il faut nuancer. »

Et cette volonté de nuancer qu'a l'auteur est, hélas, représentative de la dernière partie de l'ouvrage. L'auteur croit au capitalisme, il croit à l'utilité d'un système bancaire et financier au service des entreprises. Il est malheureusement avare de solutions pour redresser la situation. On ne dépasse guère les formules telles que « réconcilier les actionnaires avec la société » ou « former les lycéens à la finance ». Il ne reste dès lors plus qu'à attendre le miracle par lequel s'arrêteraient les dérives qu'il dénonce et dont il dit lui-même qu'elles n'ont jamais atteint un tel niveau.

Cette incapacité à proposer est bien résumée dans les deux phrases : « C'est en réformant le système de l'intérieur qu'on parviendra à le rendre plus égalitaire et démocratique. Le rejeter en bloc ne changera rien. » Le « comment » de cette réforme faisant cruellement défaut dans le livre, on en est réduit à considérer cela comme un credo sympathique pour un livre estimable mais, en aucun cas, une réponse et encore moins une solution. ■

Michel Héry